

## Des jeunes attirés par le recrutement dans l'armée

**Le recrutement lancé depuis le début de ce mois par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) attire de nombreux jeunes. Pour dissiper les réticences de certains, le commandement de l'armée assure que ces recrues toucheront leur solde dès leur engagement.**

Une semaine après le lancement du recrutement, une centaine de jeunes sont déjà enregistrés à l'Etat Major de la 9ème région militaire. "On ne m'appellera plus tolekiste (taximan vélo) mais militaire et j'en suis fier", résume Eric, un jeune habitant la commune de Kabondo qui vient d'être enregistré. "Je travaille dans une société de gardiennage, je démissionne", assure ce jeune de 27ans, enfant de militaire. Chaque jeune a ses motivations. Si pour les uns, il est question de trouver du travail pour éviter le chômage, pour d'autres, faire l'armée est une passion. "Les officiers militaires ne sont pas mal lotis. Ce sont les hommes de troupes qui souffrent plus", ajoute cet autre universitaire. Le message de recrutement joue aussi sur l'enjeu de représentativité provinciale dans l'armée. "Si nous ne servons le pays dans l'armée, qui le fera ?, s'interroge cette autre recrue. Mais aussi, le gouvernement commence à payer à la banque. Il sera difficile de détourner notre solde."

Dans l'enceinte de l'Etat major, on peut lire l'enthousiasme sur les visages de ceux qui viennent d' enrôler. Ils sont souriants et



Défilé de la FARDC à Goma © Alain Wandimoyi

### A LIRE EN PAGE...

- 2** - Bâtiment administratif du Plateau Boyoma : la honte du quartier
- 3** - Inquiétants assauts des pasteurs dans les médias
- 4** - Aru/Des comités locaux s'activent à la gestion des puits  
- District de la Tshopo/Peu formés, les journalistes font des dégâts à l'antenne
- 5** - Opala/Trois mois d'épidémie de rougeole
- 6** - Tenaces discriminations professionnelles des sidéens  
- La police très proche rassure les habitants de Limanga
- 7** - Boti pembeni bakoni ba sida bomononi penza  
- Mobeko mokelami lolenge moko mpo na moto nyoso
- 8** - Vijana wamejiandikisha kazi la jeshi  
- Mahubiri mpaka na woga kwenye redio na televishen

chacun raconte comment il a eu la nouvelle du recrutement. Ils sont taximen, chauffeurs ou tolekistes, diplômés d'Etat et universitaires et abandonnent ce travail.

Deux sites ont été retenus à Kisangani : le centre de brassage Camp Lukusa à la rive gauche du fleuve Congo et le Bureau de l'Etat major dans la Commune Makiso. "Le premier jour, nous avons eu une cinquantaine de personnes, le deuxième jour nous avons eu soixante", affirme le colonel Christian Batamane, chef de la délégation de recrutement en Province orientale. Selon lui, pendant le transfert du premier groupe de l'Etat major au Camp Lukusa, une vingtaine d'autres jeunes séduits par des chants patriotiques et l'enthousiasme de leurs collègues ont rejoint le groupe.

Ce recrutement ne concerne pas seulement la ville de Kisangani. "Nous espérons avoir 750 recrues dans chaque district et Kisangani complètera le nombre pour avoir 3000 hommes", indique le bureau de recrutement.



J.C Kifwa, commandant de la 9ème région militaire © Mongongo

Le général Jean Claude Kifwa, commandant de la 9ème région militaire invite les jeunes surtout les universitaires à s'enrôler massivement. "Le recrutement se fait par province sur quota (3000 par province). Ne faites pas manquer à la province la chance d'avoir des officiers militaires pour après crier à la discrimination", exhorte-t-il. Après le recrutement, certains iront dans la magistrature militaire,

(suite à lire page 2)

# Bâtiment administratif du Plateau Boyoma : la honte du quartier

**Le bureau administratif du quartier Plateau boyoma est dans un piteux état. Sans ressources propres, ce maillon important de l'administration territoriale ne peut pas compter sur le soutien de ses habitants, pourtant nantis, qui s'en désintéressent.**



La journée de vendredi 7 septembre a été agitée au bureau administratif du quartier Plateau boyoma. Le chef de quartier et l'OPJ réglèrent une dispute d'héritage entre les membres d'une même famille qui en sont venus aux coups dans la matinée sur l'avenue Kasai. Au quotidien, les activités de ce bureau, comme dans de nombreux quartiers, sont réduits à la gestion des problèmes d'abandon de famille, fonciers, disputes entre voisins ainsi qu'à l'élaboration des rapports journaliers.

En fait l'administration de ce quartier que l'on considère comme un quartier de nantis fonctionne dans une bicoque délabrée... Située à quelques pas de la clinique Stanley, construite en terre, penchée vers l'arrière, elle donne l'impression de pouvoir tomber lors d'un coup de vent violent. Les brèches des angles des murs sont colmatées de pierres et de quelques débris de briques. De l'intérieur, de la fissure qui divise le mur derrière le bureau du chef, on voit la verdure du dehors. En outre, le toit en tôles rouillées est soutenu par un stick placé sur un vieux comptoir. Depuis trois mois, un sous commissariat de police installé pour endiguer l'insécurité dans le quartier, loge dans la même bicoque. "Quand il pleut en notre absence, on laisse tous les dossiers sous la protection de la nature", ironise l'OPJ dont le prédécesseur est en prison depuis deux semaines pour avoir refusé de travailler dans ces conditions.

## Contraste

Ce quartier du Nord-Est de la ville, est l'un des six de la commune Makiso, une commune résidentielle, dont un seul a un bâtiment bien aménagé. Depuis cinq ans on y voit des maisons impressionnantes en dur sortir de terre aujourd'hui occupé par des

professeurs d'université, députés, ministres provinciaux, commerçants de renom.... Les habitants s'accordent à dire "ça ne nous honore pas..." ; car le contraste est évident. "Combien il coûte à ces riches réunis de faire construire une maison de quatre chambres et salon ?", s'interroge un passant croisé sur la troisième avenue où se trouve le bureau. "On aide celui qui n'a rien. L'Etat a plus des moyens que nous, si on l'aide on l'entête", répond un habitant de la cinquième avenue sur la nécessité de soutenir la construction de ce bureau en dur et digne de l'entité. "Je paie beaucoup de taxes pour mon atelier. Me demander de cotiser pour qu'on construise le bureau du quartier, c'est trop demander. Que fait-on de l'argent récolté ?", a renchéri une couturière en face dudit bureau.

En fait, le quartier loue cette bicoque depuis six ans. "Dans tous les rapports mensuels et annuels, on mentionne le problème de bâtiment administratif, mais sans suite", affirme André Ndio, chef dudit quartier. Le quartier est une entité déconcentrée, sans ressources propres.

En 2008, le bureau a sollicité le soutien de ses 20 000 habitants pour construire un bureau administratif digne. Le peu d'argent collecté a permis d'acheter des briques et moellon qui malheureusement n'ont pas servi. Le chantier n'a pas démarré, bloqué par le voisin qui craignait perdre de sa parcelle, dixit le chef de quartier.

## Echelon important

Dernier échelon de l'administration territoriale, le quartier constitue un maillon important. Le professeur Jean Otemikongo, politologue, explique ainsi que "c'est la première autorité que rencontre la population, il la sensibilise à soutenir les grandes décisions et différentes campagnes pour son bien être, il recense la population... "Cependant, il n'a pas les moyens d'accomplir sa mission et pourtant aujourd'hui on attend de lui des résultats, alors que les moyens ne suivent pas", fait observer le professeur.

Depuis juillet dernier, le quartier a reçu de la commune deux carnets de quittances pour collecter la taxe parcellaire et trouve quelques ressources pour fonctionner. Sur 1000 propriétaires de parcelles, seuls 23 ont payé.

Par ailleurs, notons qu'il y a deux ans, grâce aux recettes des taxes et l'appui de certains bailleurs, la commune Tshopo a construit une dizaine de bureaux de quartier. Un peu plus tôt, le quartier plateau médical avait également construit son bureau en terre, mais résistant. Pour un commerçant qui avait soutenu la collecte de fonds initiée par le chef de quartier, "il manque une réelle mobilisation du chef. Il devrait rendre compte de ce qu'il a fait de l'argent collecté pour qu'on sache où sont les limites".

Trésor Boyongo

(suite de la une)

## (Des jeunes attirés par le recrutement ...)

le génie civil, l'artillerie et d'autres services de l'armée. Au 6 septembre, sur 160 recrues, le bureau d'enregistrement indique qu'il y a 30 % de diplômés d'Etat et universitaires.

## Inquiétudes

Mais les conditions difficiles de vie des militaires font douter à certains jeunes et leurs parents, d'un avenir meilleur dans ce métier. "Mes parents ne voulaient pas que je m'enrôle. Après un vif débat mon père a accepté et m'a souhaité bonne chance", témoigne Bruno, habitant le quartier Plateau Boyoma. "Au 2<sup>ème</sup> jour d'enregistrement, raconte le chef de la délégation de recrutement, une maman s'est présentée dans mon bureau pour réclamer qu'on lui rende son garçon". Mais le garçon a décidé de rester. Pour papa Emile, vendeur de viande de bœuf au marché central, "au lieu que nos garçons

traînent à longueur des journées sans rien faire, qu'ils fassent l'armée. D'ailleurs, c'est ce soir que j'encouragerai personnellement mes deux garçons à s'y rendre". "On ne peut pas éviter la mort en évitant l'armée, estime Jean Claude Kifwa. Au contraire, c'est une société sans bras armés pour sécuriser les frontières, les populations et leurs biens qui est appelé à mourir à cause des attaques des voisins".

## Payés dès le recrutement

"Certes le recrutement coïncide avec la guerre à l'Est mais il a été planifié et c'est dans l'agenda du gouvernement car il y a un besoin réel et urgent d'hommes de troupes", explique le chargé de recrutement. Selon lui, le dernier rapport de l'Etat major général des FARDC de fin 2011 sur la situation et état de lieux des militaires et hommes des troupes,

indique que 69 % des militaires sont inactifs (âgés, malades, blessés de guerre), 31 % seulement peuvent porter une arme pour aller à la guerre.

Le colonel Batamane et le général Jean-Claude Kifwa promettent que la solde sera payée. Ce dernier est affirmatif : "Après 45 jours prévus pour le recrutement, nous allons procéder aux examens d'aptitude physique. Les sélectionnés seront rapidement intégrés chacun dans son domaine de choix et de compétence et toucheront leur solde dès le mois prochain". Il ajoute que le gouvernement a déjà disponibilisé l'argent, la restauration, les soins..., jusqu'à la fin du recrutement. Des camps militaires aussi sont réhabilités grâce aux partenaires comme le camp Lukasa.

Daniel Lokuli

# Inquiétants assauts des pasteurs dans les médias

**De nombreux pasteurs prêchent désormais dans les médias devenus leurs tribunes pour recruter des fidèles attirés par leurs soi-disant miracles et régler leur compte à certains de leurs confrères.**



« La restauration, la bénédiction... a une adresse. Ce n'est pas partout. Tous les hommes de Dieu n'ont pas ce don. Je te donne le rendez vous ce dimanche ou appelle à ce numéro pour avoir ta bénédiction. Le sida, le cancer, le fibrome... sont des noms donnés par les médecins mais en réalité c'est de la sorcellerie. Venez vous faire exorciser. Je bénis les médecins qui avouent leur impuissance et envoient les malades vers les églises », dit un pasteur ce vendredi 7 septembre soir sur les antennes de Canal Congo Télévision (CCTV). Depuis le début de cette année, les pasteurs de plusieurs églises locales paient des temps d'antennes dans les chaînes de télévision. Auparavant, seules les radios étaient sollicitées de 5h à 7h30. Mais la demande des radios aussi s'est accrue et le nombre de pasteurs qui passent désormais dans les radios a presque doublé.

Radio Télévision nationale congolaise (RTNC), Canal Congo télévision (CCTV), Canal orient... sont prises d'assaut. Ces médias paraissent aujourd'hui comme des chaînes religieuses. Les prêches remplissent la grille des programmes. Les prédicateurs demandent de passer pendant les heures de pointe entre 6h et 8h le matin et 19h à 22h le soir. Car ils savent que sur l'une ou l'autre chaîne, les téléspectateurs sont là avant et après les informations. Dans la semaine, Canal orient totalise 15 passages de différentes Eglises et CCTV, 14 occupations d'antennes. "Ils étaient là le matin, à midi et le

soir", explique Antoine Boela, un journaliste de la RTNC.

Mais depuis trois mois, le directeur de la RTNC, Bwande Bwanapuwa, a suspendu le passage des pasteurs des Eglises de réveil à la radio comme à la télé. Exception faite pour les Eglises traditionnelles (catholique, musulmane, kimbanguiste, protestante). "On a constaté des attaques entre eux. Car ils amènent leurs conflits à la télé. Certains n'ont pas d'églises bien identifiées. Leurs églises sont devenues les médias. Leurs messages étaient parfois confus. L'un disait qu'il ne connaissait pas Jésus mais seulement Jéhovah. Ça ne profitait pas au peuple mais créait la confusion", explique le directeur de la RTNC.

### Plus de fidèles plus d'argent

"Certaines églises se dépeuplent au profit d'autres", constate Prosper Mokili, un journaliste. "Les médias nous aident à communiquer avec le grand nombre mais c'est la manière de communiquer qui doit compter", estime le Pasteur Gilbert Lokelo, secrétaire de l'Institut Biblique International. Il regrette que les pasteurs se disputent les chrétiens déjà dans des églises et laissent les païens qui autrefois étaient recherchés dans les bistrotts...

Ces passages médiatiques remplissent les bancs des églises et des gens accourent vers les pasteurs qui présentent des miracles. Dans la ville, on enregistre de plus en plus de personnes surtout

de femmes qui changent d'Eglises à la recherche d'une solution immédiate à leurs problèmes.

Mais l'Apôtre Jeanpy Bosolo de l'église Hébron qui fait fureur ces derniers temps dans la ville nuance ces succès médiatiques. "Les médias nous aident à toucher même des gens qui ne viennent pas dans les églises, explique-t-il. Ce n'est pas la télévision qui nous donne des fidèles. Mais c'est le message qui sort de la bouche d'un homme de Dieu qui a effectivement reçu l'appel divin et qui accomplit des miracles qui n'accompagnent que la parole comme le dit la Bible".

Ces prêches ont l'allure d'une compétition entre les pasteurs. Certains n'hésitent pas à passer dans trois télévisions différentes. Chaque pasteur présente des gens qui témoignent être guéris de telle ou telle maladie après que la médecine moderne ait échoué. Dans leurs prêches, ces hommes de Dieu expliquent que tous les problèmes et malheurs de la vie (célibat, chômage, maladie, conflit conjugal, stérilité...) sont diaboliques, ce qui oblige à être exorcisé pour s'en débarrasser. Les auditeurs appellent et présentent leurs problèmes en direct, les pasteurs prient et demandent à l'interlocuteur de passer à son église. "Ces hommes de Dieu savent taper sur la psychologie des gens, leurs problèmes. Et leurs prédications sont concentrées sur les guérisons miracles" analyse Gabriel Mutabala, un agent de la DGI. "La recherche de la solution aux multiples problèmes de la vie pousse les gens à les croire. Et quand les gens viennent nombreux, c'est plus d'offrandes et de dîmes", estime Prosper Mokili.

### Une "manne" financière pour les médias

Ces frais d'occupation d'antenne constituent cependant une source de revenus non négligeable pour ces médias. Les Eglises sont des annonceurs qu'il faut choyer. Dans la ville, les entreprises sont inexistantes et la publicité manque cruellement. "On est obligé de les prendre pour supporter certaines charges de fonctionnement", explique un peu embarrassé Masi Mideso, directeur de Canal orient. En outre, constate Félix Abosa, directeur de programmes de CCTV, ces prêches augmentent les audiences de leurs médias. Les femmes principalement les suivent de plus en plus pour écouter ces prêches. D'une chaîne à une autre, les recettes de ces prêches oscillent entre 400 et 800 \$ le mois. Pour les Eglises, c'est une charge que supportent une fois de plus les chrétiens.

Pepe Mikwa

Aru

## Des comités locaux s'activent à la gestion des puits

**A Aru, cité située à 100 km du district de Bunia, des Ong forent des puits à la grande satisfaction des habitants qui consommaient l'eau sale. Pour entretenir ces ouvrages, les habitants ont mis en place des comités pour les gérer et les assainir.**

Pour préserver leurs rares puits d'eau aménagés par les Ong, les habitants des cités d'Aru, Ariwara et Ingbokolo dans le district de Bunia ont créé des comités locaux de gestion depuis le mois de mars 2011. Une initiative qui permet de pérenniser ces ouvrages et de les maintenir propres. Les habitants s'approprient ainsi ces ouvrages et prolongent leur durée de vie. "Grâce à ces ouvrages, j'ai cessé de puiser l'eau des ruisseaux", se réjouit Clémentine Atsizia, une habitante du quartier Esefe dans la cité d'Aru. Avant, les femmes puisaient l'eau sale des sources. Trois Ong - ACAV, une ong italienne, Oxfam, Solidarité... - construisent ces puits à pompe et aménagent des sources.

A Ingbokolo à 82 km du chef lieu du territoire d'Aru, ACAV a foré 12 puits depuis novembre 2011 et aménagé une source, Solidarité 8 et Oxfam 4. Ces sources permettent aux habitants de consommer de l'eau propre. Les femmes réduisent ainsi la distance pour aller chercher de l'eau et gagnent en temps. Mais selon l'encadreur technique Tokosa Dakuka, "il faut un puits pour 100 à 200 personnes". D'après Jean-Paul Lemeris, agronome à Big Ben Tobacco, la coupe abusive des arbres sèche les sources d'eau exposées au soleil. Il faut aller chercher de l'eau plus loin.

Les comités locaux perçoivent 500 fc par jour pour cinq bidons de 20 l. L'abonnement mensuel d'un foyer est fixé à 10\$ le mois.

Chaque samedi lors du salongo, un désherbage est effectué. "Par jour, je perçois 10\$" confie Masikini, un des percepteurs de la source Kire à la Cité d'Ingbokolo. Ces comités reçoivent des conseils techniques et d'hygiène des agents du service d'assainissement et hygiène de l'hôpital général de référence (HGR) et des Ong. Les agents de ce service organisent des tournées dans des familles pour informer sur la propreté autour des habitations et des puits.

### Maladie hydrique, cause de la pauvreté

Pour le médecin de l'hôpital général de référence (HGR) d'ADI, les dépenses onéreuses pour les maladies hydriques ne permettent pas à la population de bien vivre. Il faut au moins 40 \$ pour se soigner de la typhoïde selon Lubari, un percepateur de l'HGR Adi. Le dernier rapport d'analyse bactériologique du bureau central de la zone de santé (BCZ) effectué, il y a trois mois, démontre que la plupart des sources renferment de germes de maladies faute d'entretien. La fièvre typhoïde vient en tête avec 97 cas pour le seul mois de juin, suivie de la diarrhée simple et amibiase 21 cas. La situation s'aggrave au fur et en mesure qu'on quitte les centres urbains pour aller dans les milieux ruraux. Mais la typhoïde, la diarrhée sévissent encore car les puits ne sont pas partout ou mal entretenus.

Les populations incapables d'honorer leurs factures de soin mettent en gage leurs biens (marmites, des postes Radio,...) ou des produits en nature (cossettes de manioc, arachides, des chèvres) pour être soignés.

David Malisi

## District de la Tshopo

## Peu formés, les journalistes font des dégâts à l'antenne

**Les journalistes du district de la Tshopo travaillent dans la peur à la suite des représailles des habitants face à leurs dérapages au micro. Mais une association sans grands moyens a vu le jour et tente de les former.**

Depuis le mois de juin de cette année, plus de 40 journalistes du district de la Tshopo se sont réunis trois fois à Isangi, Yangambi et Lokutu pour échanger sur les règles déontologiques et professionnelles du métier à l'initiative du Réseau des médias de la Tshopo (REMET). Cette prise de conscience née des représailles répétées contre les journalistes qui s'attaquent délibérément à la vie privée de gens ou exagèrent les faits à l'antenne. "Nous ne tenons pas les conférences de rédaction et chacun amène son information en poche sur un bout de papier. Certes, la plupart de ces nouvelles découragent la communauté" témoigne Justin, un journaliste de Basoko, au cours de la séance d'échange tenue au début du mois de septembre à Lokutu dans le territoire de Basoko.

Ces rencontres permettent d'interpeller les journalistes sur leur responsabilité sociale et faire connaître aux auditeurs le rôle de la presse. Les médias et les journalistes mettent ensemble leurs maigres ressources pour discuter deux à trois jours du code d'éthique et de déontologie dans un site bien choisi (Isangi, Yahuma, Basoko et Opala). Mais, il leur des moyens conséquents et des formateurs de haut niveau pour bien avancer.

Les journalistes de ce district à peine formés font d'énormes dégâts à l'antenne. Ils n'ont pas reçu la formation de base du journalisme. Sur 12 stations de radios partenaires de cette structure (REMET), huit sont nées pendant élections de novembre

2011 à l'initiative des politiciens.

### Des journalistes sont tabassés

"On m'a frappé dans le studio en plein journal pour avoir annoncé la nouvelle d'un accident de moto", explique Justin. Un motard a taponné un tolekiste (taximan vélo). Ses collègues témoignent que le journaliste a exagéré dans la présentation des faits en parlant d'une fracture grave comme bilan de cet accident. Quelques jours avant, un démobilisé (ex-combattant) a sillonné la cité de Basoko pour rechercher les journalistes qui l'ont accusé d'avoir menacé une famille avec une grenade. Durant une semaine, ces journalistes ont déserté la rédaction par crainte des représailles.

Pendant les élections de novembre, au village Lokumete, les militants d'un parti politique ont tabassé le journaliste Giscard Likunda de la radio télé communautaire de Basoko, ils lui ont ravi ses matériels de reportage. La police a tiré en l'air pour le sauver. Selon le REMET, plus de dix agressions physiques ont été enregistrées dans le territoire de Basoko entre juillet et Août 2012. Du coup, les journalistes vivent dans la peur et ne parviennent plus à enquêter sérieusement pour dénoncer sans nuire les méfaits de leurs sociétés. "Nous nous complaisons à parler uniquement des nouvelles qui plaisent à nos sources" regrette Justin.

Les journalistes accusent les autorités locales de ne pas punir leurs agresseurs.

"Même si on les arrête, ils sortent de la prison un ou deux jours après" s'indigne Bernard de la radio télé Amani de Basoko.

Mais l'administrateur du territoire assistant chargé de l'économie, finance et développement de Basoko, Denis Andefelo, estime que les journalistes ne connaissent pas leurs limites. "Ils s'attaquent délibérément aux personnes innocentes et ne respectent pas la vie privée. Ils utilisent la radio pour injurier et diffamer même les autorités" dénonce-t-il.

Le réseau se propose également de créer les sous coordinations dans les territoires là où le problème se pose avec acuité. Il est également question de réaliser des productions d'ensemble mais aussi s'ouvrir aux autres organisations et médias pour accroître l'expérience des journalistes en ouvrant un site internet.

Joseph Bassay

### ABONNEMENT

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

#### Tarif des abonnements

- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 \$
- Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 \$ minimum

#### Abonnements payables :

- Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de Bego Congo, Commune Makiso
- Mail : journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr
- Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.
- Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.
- A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France
- Tél : 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax : 33 (0) 4 67 52 70 31
- Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

#### Références bancaires :

Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier  
Code RIB : 42559 - 00034 - 21027811202 - 40  
IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOP-FRPPXXX  
ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL - Libellé en Euros

## Opala

## Trois mois d'épidémie de rougeole

**La rougeole, une pandémie identifiée au début du mois de juin dans la zone de santé de Yaleko, tue les enfants de 0 à 5 ans surtout ceux qui n'accèdent pas aux soins modernes.**

Depuis juin dernier, la zone de santé de Yaleko (138 km de Kisangani, sur la route Opala) les enfants de 0 à 5 ans souffrent de la rougeole. En fin de mois d'août dernier le programme élargi de vaccination PEV a enregistré plus de 500 enfants atteintes, dont une soixantaine ont périés. Deux groupements sont plus touchés par cette maladie. Selon le rapport de comite de santé (COSA) du groupement Yatanda (environs 15 km de Yaleko), jusqu'au 3 septembre, 230 cas sont identifiés, avec 45 décès. Ces chiffres ne correspondent pas aux statistiques médicales. Basosila infirmier titulaire de centre de santé Yatanda, parle de 112 cas de rougeole et plus de 150 de paludisme. Aucun décès, affirme-t-il. Les gens meurent dans la communauté, parce qu'ils se livrent plus aux groupes des prières et aux soins traditionnels.

La communauté s'inquiète de cette épidémie, alors que l'année dernière on avait organisé une campagne de vaccination contre la rougeole. Dr Oscar médecin directeur de l'hôpital général de Yaleko regrette que certains parents ne veulent pas amener leurs enfants à la vaccination, tout en précisant que ce sont les enfants non vaccinés qui sont plus touchés. "D'autres amènent les enfants lorsque la maladie s'est aggravée", déplore Mathieu Ohenda infirmier titulaire de centre de santé Yakoko. La maladie s'accompagne de beaucoup d'autres qui se présenteront par la toux, la diarrhée, la stomatite (rougir la bouche), la conjonctivite, anémie, le Dr Oscar.

La situation est presque généralisée dans le territoire d'Opala (262 km). Le long de la route Kisangani Opala, ils s'observent des deuils dans beaucoup des ménages, dont la grande majorité sont des enfants. Dans le groupement Yatulia, voisin à Yatanda, 3/4 des enfants sont atteints, et qu'on enregistre chaque jour de décès dans chaque clan. Trois enfants d'un même père sont enterrés en une semaine. A Yatiwasu/Yakoko, Fidele Ahongeleke lui en a perdu 2 de ses 3 enfants le 3 septembre dernier.

En juillet dernier, la zone de santé de Yaleko a dépêché une équipe des infirmiers conduite par le médecin chef de zone. Selon J.P Mundele, superviseur PEV, faute de véhicule ou ambulance ils ont demandé aux parents amenés tous les enfants malades à l'hôpital pour le soin gratuitement. Parfois ils succombent après l'administration de soins à l'hôpital. Mais l'infirmier titulaire de centre de santé de village s'est



Hôpital général d'Opala © Mongongo

réservé répondre à ces plaintes. "Avec mon enfant les infirmiers ont refusé de le soigner avant le paiement", déplore un habitant du village Yatulia.

Dimanche Osenge, infirmier responsable de centre de santé Zua Idée du village voisin, déclare être en rupture de stock de médicament. Il ajoute, c'est parce que les gens ne payent pas au comptant.

La vaccination serrait à la base de la polémique chez la plupart des parents vis-à-vis des épidémies. Ils disent c'est la poison à retarder dans l'organisme des enfants, c'est pourquoi la majeure partie des enfants n'est pas vaccinée."

"C'est depuis 1997 que nous avons connu la rougeole, on n'a jamais connue un nombre très élevé de mort des nos enfants", déclare un enseignant de Yakoko (173km). Beaucoup des paysans soupçonnent les médicaments fournis par la B.A.D qui serait à l'origine de cette maladie. C'est pourquoi on ne part pas à l'hôpital.

Un autre ajoute "L'hôpital général coûte cher, sur tout en cette période de semis on n'a pas des moyens, c'est pourquoi le traitement traditionnels nous suffit". Pour Guy Mbatu, directeur de nursing de l'Hôpital général de Yaleko la consultation revient à 1000 fc seulement pour les enfants et 2000 fc pour les adultes.

"J'ai présenté le rapport au médecin chef de zone sur les inquiétudes des populations, nous entendons la suite", précise Leonard Afanekaka, chef de la collectivité-secteur des Tooli.

Aimé Césaire EFANGA

### Qu'est-ce que la rougeole ?

La rougeole est une infection virale très contagieuse. Elle se caractérise par une forte fièvre, de la toux, le nez et les yeux qui coulent, et ensuite par éruption de boutons rouges sur la peau. Contrairement à ce que l'on entend souvent, la rougeole peut entraîner de graves complications, à tout âge, mais surtout chez les enfants les plus souvent atteints par cette maladie. Ce sont ces suites qui sont dangereuses et parfois mortelles si elles ne sont pas soignées à temps.

Le virus de la rougeole se transmet par l'air, lors de toux, éternuements, mouchage, le contact par des mains souillées et aussi par des objets contaminés par des sécrétions du nez ou de la gorge (jouets, mouchoirs, etc.). Il suffit d'un bref contact pour être contaminé.

Le meilleur traitement reste de très loin la prévention, c'est à dire la vaccination. Cette maladie touche tout particulièrement les personnes malnutries, carencées en vitamine A. Elle est très répandue en Afrique. C'est une maladie dont on peut espérer la disparition totale et définitive si tout le monde est vacciné.

<http://www.info-rougeole.fr/>

# Tenaces discriminations professionnelles des sidéens

**(RCN J&D-InfoSud/Syfia/Mepad) Dans les entreprises de Kisangani, certains patrons refusent d'embaucher ou licencient des séropositifs en raison de leur maladie. D'autres collègues les méprisent ou les ridiculisent. Des actes punis, en particulier par la loi de 2008, qui protège les séropositifs.**

« Même si une personne est atteinte du sida, ce n'est pas à vous de commencer à propager la nouvelle. Vous portez atteinte à son honneur et à sa dignité. C'est de la diffamation punie de 8 jours à 12 mois de prison et d'une amende de 20 à 1 000 \$, ou l'une de ces peines par l'article 74 Code pénal », prévient Fidèle Muya Kalonda, juge président du Tribunal de paix de Kisangani. Pourtant, bon nombre de séropositifs sont encore méprisés ou ridiculisés par leurs collègues sur leur lieu de travail. Et certains patrons les licencient carrément quand ils apprennent leur maladie. Une stigmatisation et une discrimination condamnables en vertu de la loi n°08/11 du 14 juillet 2008 portant protection des droits des personnes vivant avec le VIH/Sida et des personnes affectées. « Le fait d'être atteint du sida n'enlève en rien la jouissance de tous les droits à chaque citoyen. Lorsqu'ils constatent une atteinte à leurs droits, ils peuvent saisir le Tribunal de paix », conseille Fidèle Muya Kalonda. La loi de 2008 sanctionne en particulier celui qui stigmatise, discrimine, méprise ou ridiculise un malade du sida de 1 à 6 mois de prison et d'une amende de 50 000 à 100 000 Fc (55 et 110 \$) ou l'une de ces peines seulement. Lorsque le coupable est une entreprise, cette dernière est punie d'une amende minimale égale au triple du montant prévu à l'alinéa précédent (article 42).

L'article 21 de cette même loi stipule que le statut sérologique au VIH d'une personne, de son conjoint ou de ses proches, ne peut constituer une cause de refus d'un candidat à l'embauche ou de refus de promotion ou d'avantages pour un employé ou une cause de résiliation de contrat de travail. L'employeur qui bafoue cette loi sera condamné aux peines évoquées plus haut. Il devra également payer au travailleur des dommages et intérêts, conformément au Code du travail sur la résiliation abusive du contrat de travail. La loi demande plutôt au patron d'organiser pour ses employés



des activités d'information, d'éducation et de communication sur le VIH/Sida et les infections sexuellement transmissibles.

## Loi et discriminations

Malgré ces dispositions légales, dans les entreprises, la lutte contre les discriminations avance lentement... « Beaucoup de gens ont perdu leur emploi parce qu'ils étaient atteints du sida. Une dame devait par exemple sortir du pays, le patron lui a exigé des examens médicaux. Quand il a constaté qu'elle était séropositive, il l'a révoquée et le voyage n'a plus eu lieu... », témoigne Christian Masaba, président de l'Union congolaise des organisations des personnes vivant avec le VIH/Sida. Pourtant, l'article 22 de la loi de 2008 « interdit à tout employeur et à tout

médecin, oeuvrant dans ou pour le compte d'une entreprise, d'exiger à un postulant ou à un employé le test sérologique au VIH, au cours d'une visite médicale d'aptitude au travail ou d'un examen médical périodique obligatoire. »

Par ailleurs, le personnel médical ne peut dévoiler le statut sérologique d'une personne sans son consentement. Selon maîtresse Aline Shakira, avocate au barreau de Kisangani, « tout médecin, infirmier, laborantin qui révèle la maladie sans l'accord du malade peut être puni de 1 à 6 mois de prison et d'une amende de 50 000 à 100 000 Fc ou l'une de ces peines seulement ». Elle ajoute que le personnel soignant ne peut le révéler qu'au conjoint du malade, si celui-ci refuse de le faire lui-même.

Enfin, la loi de 2008 souligne que « tout employé vivant avec le VIH qui n'est plus en mesure d'assumer ses fonctions en raison de son état de santé, bénéficie des dispositions relatives à l'incapacité permanente, conformément au Code du travail et au statut des agents de carrière des services publics de l'Etat. »

## "Saisir les cours et tribunaux"

Mais, rares sont pour l'instant les victimes à demander et à obtenir justice. « Un monsieur a passé deux mois en prison pour avoir injurié une sidéenne », note toutefois Christian Masaba. Ce dernier regrette cependant que de nombreux malades discriminés ne se sentent pas assez solides pour supporter les aller et retour dans les différentes juridictions. D'autres ne connaissent pas la loi ou ont peur d'un procès dans lequel on parlerait de leur maladie. M. Masaba demande donc en premier lieu aux sidéens d'accepter leur état. Pascal Ukelo, du Réseau des associations congolaises des jeunes de lutte contre le sida (Racoj) résume la situation : « La loi est là. Il revient aux personnes lésées de saisir les cours et tribunaux pour sa mise œuvre ».

Pépé Mikwa et Winny Bakajika

# La police très proche rassure les habitants de Limanga

Depuis peu les nuits sont calmes au quartier Limanga dans la Commune Mangobo, Les habitants commencent à circuler tranquillement sans être menacés ou agressés par des inconnus. Depuis le mois d'avril un commissariat de la police et une compagnie de la police d'investigation criminelle, de filature et de surveillance se sont installés dans le quartier à la satisfaction de la population. Les policiers ratissent les retranchements des jeunes désœuvrés, des enfants de la rue et des bandits, principaux responsables de l'insécurité.

Avant l'arrivée de la police, tard dans la nuit, ces derniers armés de machettes, et de couteaux... coupaient la route dans le carrefour qui part du rond point Christ Roi et sisi kwa sisi pour ravir motos, bijoux, argent et autres biens de valeurs aux passants.

C'est grâce aux bulletins d'information que le chef de quartier transmettait tous les jours que la Commune a demandé aux policiers de renforcer leur présence dans le quartier. Revendeur d'unités près de la boîte de nuit Sun city, Milan Tonoka, a été témoin le mois dernier d'un vol de téléphone par un



Dido Liboga, auteur de cet article, lauréat du prix Plume Mongongo © Mongongo

jeune que les jeunes du quartier ont tabassé. Ces jours ci, il n'assiste plus à ce genre de scène.

Tous les jours le bureau du quartier était débordé de plaintes.

On ne voit plus ces détresseurs dans les endroits où ils étaient habituellement. « J'ai appris qu'ils opèrent dans les quartiers environnants où mes hommes ne sont pas encore déployés », déplore Giscard Angembe, commandant du sous commissariat Mangobo. Malgré le retour au calme certains forfaits sporadiques échappent encore aux policiers. Le commandant avoue avoir du mal à être partout avec un cinq hommes, sans moyen de déplacement, dans un quartier aussi vaste. Toutefois, il assure faire tous ses efforts pour pourchasser et attraper ces bandits.

Dido Liboga, étudiant en G3 SIC/Unikis

\* Article plébiscité dans le cadre du concours Plume Mongongo, catégorie Etudiant en Sciences de l'information et de la communication (SIC).

# Boti pembeni bakoni ba sida bomononi penza

**Kopani nzike o Engumba Kisangani, boko bakonzi ba yango ba koboyaka to bakolongolaka bakoni ba Sida to ba séro positif na mosala mpo bazali na sida. Bandeko basusu bazali kotiola bango. Nzokande bikela bina bipekisami na mobeko mwa mobu nkoto ibale na mwambe(2008) moye mozali kobatela bango, etumbu elengelemi mpo na yango.**

«Atako mpe soki moto azwi bokono bwa sida, elobi te 'te moto abanda kopanza ye nsango. Wana ezali kobebisa lokumu la moto. Yango epekisami. Etumbu elengelemi mpo na yango : mikolo mwambe to sanza zomi na mibale ya boloko mpe kofuta lomando la ba dolale ntuku ibale kino nkoto yoko ya ba dolale (1000 dollars) to yoko ya bitumbu bibale bina atikele ntuku sambo na minei (article 74) ya code penal elengeli yango» elobaki Fidèle Muya Kalonda, Zuzi wa tribunal ya paix ya kisangani. Nzokande bazali bayike bakoni ba sida to ba seropositif baye bafingama mpe batiolama na baninga ba bango ya mosala. Makambo ya bokesenisi, boti bato pembeni baye bazali na sida mapekisama na mobeko motango 08/11 mwa 14 sanza ya sambo 2008 moye mozali kobatela makoki ma bakoni ba dida mpe baye batungisama o bikwela bina.

«Elingi koloba te 'te soki ozali na bokono bwa sida bongo ozali lisusu na makoki ma moto te. Soki bakoni ba sida bamoni te batumoli makoki ma bango bakoki kokende kofunda likambo lyango o Tribunal ya paix » wana maloba ma Zuzi Fidèle Muya Kalonda. Mobeko mwa mobu nkoto ibale na mwambe mopesi etumbu na moto nyoso oyo akotiola, akosala bokesenisi to kosambwisa mokoni wa sida. Etumbu ena ezali ya sanza yoko to motoba ya boloko to lomando ya 50 000 fc kino 100 000 fc (55 \$ kino 110 \$) to yoko ya bitumbu bibale bina.

Soki mbeba ena ewuti na kopani, ekofuta lomando mbala isato na ndenge moto asengeleki te afuta lokola elengelemi na atikele 42 lokola elobamaki liboso. Atikele 21 bobele ya mobeko mona, molobi te soki moto azali na sida, molon-

gani wa ye to baninga, yango ezali epekiseli te mpo na kozwa ye na mosala to kobakisela ye grade, kopesa ye mbano lokola basali basusu banso. Elobi mpe te te yango ezala libaku ya bokati contrat.

Mokonzi wa kopani oyo akotosa mobeko mona te akozwa etumbu eye elengeleme ndenge tolobaki yambo. Nd'afuti mpe lolenge abebisi lokumu la mosali engebene na mobeko mwa mosala mloba na ntina ya likambo litali bolongoli moto na mosala na ntango ya mbeba. Esengeli nde te Mokonzi alengele misala miye mikoki kosala te bakoni ba sida bazwa sango, mateya to malako o mambi ma sida to makono maye makoyambisamaka o nzela ya bosangisi nzoto ya mwasi na mobali.

## Mobeko mpe bokesenisi

Atakompemolongomotiono, omisala, bobundisi makambo ma bokesenisi to boti bakoni ba sida pembeni bozali kotambola na moi. «Bato bayike bazanga misala zambi bazali na bokono bwa sida. Ndakisa mwasi moko alingaka kosala mobembo o mboka bapaya, mokonzi wa ye amosen-gaka te atalisa makila ma ye na examen ya sida. Tango bamokutaka na bokono bwa sida bamolongolaka mosala mpe asalaka lisusu mobembo mona te» elobaki ye Christian Masaba mokambi wa lisanga lya bakoni ba sida. Nzokande atikele 22 ya mobeko mwa 2008 elobi te «epekisami na Mokonzi nyoso to minganga baye bazali kosala to kosala mpo na kopani basengeke b'izame ya sida eleko bazali kosala kotolole ya basali.

Elobami lisusu mpe te minganga basengeli koyebisa to kopanza sekele ya moto wa sida bobele na ndingisa ya ye mei mokoni wa sida, elobaki

maitre Aline Shakira, avocate na barreau ya Kisangani. «Minganga nyoso, mafulumu, bato ba laboratoire oyo akoyebisa sekele ya mokoni wa sida akoki kozwa etumbu ya sanza moko to motoba ya boloko mpe kofuta lomando la misolo 50 000 Fc kino 100 000 Fc to yoko ya bitumbu bibale bina» Abakisaki lisusu te minganga basengeli koyebisa moko wa balongani oyo azali na bokono bwa sida bobele soki ye mei akoki komoyebisa te. Mobeko ya mobu 2008 molobi lisusu te «mosali nyoso oyo azali na sida, oyo akoki lisusu kosala mosala te zambi lya bolembu bwa nzotu mpo ya bokono bwa ye, akoki kozwa lotomo to mbano nyoso elengelemi na motu mosusu nyoso azwi bolembu zambi lya bokono bwa ye ndenge elengeleme na mobeko ya mosala.

## Kofunda likambo o Tribunal to omboka ba zuzi

Kasi bazali bayike te bakoni baye bakolula te bafunda mpe makoki ma bango matosama. «Moto moko asalaka sanza ibale o boloko zambi afingaka mokoni wa sida» elobi Christian Masaba. Kasi amileli mingi na bomonoko te bakoni bayike ba sida nde bakoki kende zonga te eye esalemaka na Congo epayi ya baibosembo. Boko o ntei ya bango bayebi mibeko te. Basusu bazobanga esambisi eye ekosala te babyanga ye moto wa sida o miso ma bato. Mwana Mboka Masaba Asengi na bakoni ba sida te babima ontei ya bobangi. Bandima lolenge la bango lokola bazali. Pascal Ukelo wa Racoj, yoko ya masanga ma bilenge baye babundisaka bokono bwa sida alobi boye : «mobeko mozali. Etali nde ba nyokwami mpo na manso malobami, bakende kofunda likambo epayi ya baibosembo mpo te ba tia mobeko mona na bikela»

Pépé Mikwa na Winny Bakajika

# Mobeko mokelami lolenge moko mpo na moto nyoso

**Awa na Kisangani, bakonzi mingi bakomi lelo kosambisama mpe kokangema. Ezalaki likambo bana mboka bamona yango liboso te ata ko boko bakonzi bazwui naini etumbo ya kotika mosala bobele se mpo na mwa ngonga.**

«Ata ofundi ye, bakosala eloko te». Banda mbula eye ndako ya bosembo elakisi bokeseni na likanisi liye lizalaki kolembisa mitema mya bana nsomi mpo na kolandela makambo o ndako ya bosembo. Bakonzi ba politiki na baye ba leta bakomi lelo kosamba mbala na mbala na parquet. Na nsanza ya motuba eleki, cour d'appel ya Kisangani ekitisaki o likambo mpo na mibu 2 ya boloko mpe lomande, dikitele ya OCPT (office congolais des postes et télécommunication) zambi azalaki kosenginya mpo ya mposa ibe (harcèlement sexuel) moko mosali wa ye. Mokitani wa ye oyo atali misala to administration bamokatelaki mobu 1 ya boloko mpo ya esaleli ebe ya mosolo, bakisa mpe ndenge abeteki na kozokisa moko mosali wa ye.

Manso mana masalemi na bolandanaka na lolenge batindi procureur général mpe ba-magistat basika o parquet ya grande instance. Bango bayebani mingi na nkombo ya (Tolérance zéro).

Lisusu awa ba-avocat bakomi ebele na Kisangani bakomi kolakisa na baye bazali na makambo 'te balanda nzela ya bosembo kuna nde bazwui elonga. O ngambo ya ye procureur, ayebisi 'te nde asaleli bobele maye mobeko motindi. Naino to-mono te : o kati ya nsanza ya yambo ya mobu moye moko défenseur judiciaire o molongo mwa baye bakosambelaka bato akotoki o boloko mpo ya kokimisa moto oyo azalaki kosambela. Nsima ya nsanza, moko magistrat alandaki ye kuna o boloko enene ya Kisangani. Baumelaki kuna.

## Bokangemi mpe bopesi bonsomi mpo na moko ngonga

«Mobeko mokelami lolenge moko mpo na ba-congolais banso na mpe se lolenge lona nde mobeko mokobatela bango» lokola ekomami o eteni ya 12 ya mobeko likonzi lya ekolo to constitution. Eteni mosusu eyebisi 'te moto ata moko te azali likolo lya mobeko. Na botalaka mpe lisusu eteni ya mobeko 145 ya code pénal, «Mosali nyoso to mokonzi, to moto songolo azali na mosala mwa leta to mosusu akoliya mosolo na ndenge elongobani te, to biloko bisusu bipesameli o maboko maye mpo na yango ndakisa : mikanda, biloko bya ndako, akozwua etumbu ya boloko banda mbula moko kin'o 20 ya misala mikasi .

Ya solo, bato mingi balingi 'te bakoba kolandela makambo mana na likanisi 'te bakoki kokanga moto te naino asambi te. Mama Lucie, députée provinciale oyo ayebi malamumu bokeseni bozali kati na misala mya bakeli mibeko (pouvoir législatif) na bazuzi (pouvoir judiciaire), aboyaki lolenge bakangaki chef ya division ya finances lolenge bamofundaki mpo ya esaleli ebe ya mosolo. Mpo ya ye mama chef ya division azalaki naino mokonzi o eleko ena te, kasi atako bongo bonongi bozali naino kokoba mpo na likambo lina.

Banda nsanza ya yambo bakonzi motoba bazali kosamba mpo na makambo matali koliya mosolo. Bango baye : Chef de division atali mabanga ma ntalo to (mines), chef ya misala mitali bufuti balakisi to paie des enseignants, chef de division de finances, moyangeli moko wa sous division

urbaine wa EPSP (enseignement primaire secondaire et professionnel), bakisa mpe comptable moko ya leta... Basusu bazali o boloko, basusu bapesi bango naino ngonga ya kokendeke kosambaka mokolo na mokolo na bozelaka 'te bakata likambo lya bango. «Manso mana mapesi lelo elikya na bana nsomi mpo bakoka kolandela makambo epai ya bazuzi mpo na bakonzi baye bazali kotungisa bango», elobi Marien Mwamba, politologue. Azali kokebisa bai-bosembo likolo lya bopesi ngonga na mokangemi to mise en liberté provisoire esali lelo 'te mofundami amiyoka kimya zambi moto ya komolandela o eleko ena azali te. Jean-Baptiste Bosongo wa lisanga Lufalanga pour la justice et la paix yoko ONG etali makakoki ma bato alingi 'te basalela mobeko ndenge moko mpo na bato banso.

## Kotikisa mosala na ngonga ike ebangisi te

Mpo na Chico Bekoma moko mosambeli o Tribunal ya grande instance ya Kisangani, moto nyoso azali na makoki ma kofunda mokonzi wa ye oyo azali kotosa makoki ma ye té zambi mobeko likonzi o eteni ya 19 elobi 'te : «Moto nyoso azali na makoki mpo 'te maluli ma ye mayokana o matoyi ma zuzi oyo asengeli». O eteni ya yambo ya mobeko ekomami boye : moto nyoso alingi kofunda moninga, asengeli kopesa epai ya greffier esika alingi kofunsa, bilembo binso bilakisi ntina ya makambo azali kofunda mpo akoma mango malamumu.

Bakambi basusu ba misala mya leta babapemisi mpo na ngonga o misala mya bango : ezali ba-conservateur babale ba titres fonciers, comptable public moko, bakongoli mosolo o bazando... Mbala mingi bakonzi ba misala mya leta bazongelaka myango nsima ya nsanza misato ata soko bafundamaki mpo ya koliya mosolo, madesu ya bana, boyangeli bobele. Botikisi bango mosala mpo ya ngonga esalaka bango eloko moko te. Bobele bitumbu bikopesama na bazuzi nde bikotinda bango 'te bazongisa biloko biye bazwaki na libenga lya leta, elobi Chico Bekoma.

Lisanga lya etuka litali boyangeli bolamu to bonne gouvernance, bobundisi madesu ya bana, boyibi mosolo na nkita, liuti kotinda basali mpo ya konongo wapi mpako ikendeke. Ntina ya bokeli lisanga lina ezali mpo na kotala boni boni misala mina mizali kotambola mpe kopesa bitumbu na baye bakokweya o mbeba. Bakeli lisanga lina mpamba te mosolo bakokongoloko mokomi kokita mingi. Yango esali 'te mosolo mokoto lisusu malamumu o libenga lya leta te mpo na misala misengelaki misalema. Lisangan liye lisengi na moto nyoso ayebi boni boni bazali koliya mosolo mwa leta na ndenge elongobani te ayebisa na bango ata na bokomelaka bango mokanda mozangi nkombo.

Christophe Lokangu na Pépé Mikwa.

# Vijana wamejiandikisha kazi la jeshi

**Vijana ni wengi kujiandikisha kufatana na wito wa FARDC (Forces Armées de la RDCongo). Wakubwa wa jeshi wamesema kuwa hakuna shaka kila kijana ataanza kulipwa mshaara (solde) wake.**

**K**wa juma nzima sasa vijana karibu 100 wamejiandikisha kwenye ofisi ya 9ème région militaire. "Siko tena tolekiste (taxi vélo), nafurahi kuwa askari", amesema Eric, kijana huyo wa commune Kabondo. "Situngi tena kazi ya zamu", amesema kijana mwingine mototo wa askari wa miaka 27. Kila mmoja ana kinacho mtuma kujiandikisha. Kuna wanaokimbia chômage, lakini wengine ni ndoto tokea utoto kuwa askari. "Kila siku nilitaka kuwa magistrat militaire", amesema Charles licencié en droit. "Askari wa juu (officiers) hawezi kuteseka, ni askari wa chini anayeteseka sana", ameongeza kusema kijana huyo anayetoka kumaliza université. Inaomba vile vile kila province kujiandikisha katika serkali ya sasa. "Tukikataa kuwa askari nani atakinga mji. Na ona serkali imeanza kulipa kupitia benki. Itakuwa vigumu kuiba mshaara wetu", amesema kijana mwingine.

Kwenye Etat major, watu wengi kichoko midomoni ni wa taximen, watolekistes (taxi vélos), wa diplômés d'Etat, wanaomaliza université.

Vijana wamejiandikisha ku kazi ya askari nafasi mbili: camp Lukusa pamoja na ofisi ya 9ème région militaire katika commune ya Makiso. "Siku ya kwanza tuliandikisha watu 50, siku ya pili 90" amehakikisha colonel Christian Batamane. Amesema kuwa vijana waliojiandikisha kwa nyimbo na furaha walituma wengine 20 kujiandikisha.

Kujiandikisha ni jimbo nzima. Imesemakana kuwa "vijana 750 watakujiandikisha kutoka kila districts wataongezeka kwa wale wa Kisangani ili wafike watu 3 000". Jenerali Jean-Claude Kifwa mkubwa wa 9ème région militaire anatoa mwito kwa vijana hasa wale wanaomaliza université kuja kujiandikisha kwa wingi. "Kila province itaandikisha vijana 3 000. Mjikaze kujiandikisha province isije ikakosa wa officiers na kukosa kuna ubaguzi (discrimination)", amesema jenerali Jean-Claude. Wanaojiandikisha watakuwa wa magistrats militaires, génie civile, askari wa vita... Tarehe 6 septemba 9ème région militaire imeandikisha 30% ya wa diplômé na wenyekumaliza université.

## Jee ! Ni kazi ya mateso ?

Hali ya askari wa zamani inaleta woga kwa wazazi na vijana wengine. "Hata hivi baba na mama walikataa. Baba amenipa ruhusa kisha mabishano", amesema Bruno wa Plateau Boyoma. "Siku mbili baada ya kujiandikisha, mama mmoja alikuja kuomba mtoto wake arudi nyumbani", amesema officier aliyeandikisha. Lakini mtoto alikataa.

Papa Emile mwuza nyama sokoni amesema kuwa "ni vizuri watoto wafanye kazi ya askari kuliko kuwayawaya. Ndiyo maana alituma watoto wake wawili kujiandikisha". Jenerali Kifwa anasema kufa ni fasi yote, ila kukosa askar iwa kuinga mji kutokana na jirani inaleta vile viel kifo.



Les FARDC à l'Est du pays © Alain Wandimoyi

## Serkali itafanya yote

"Kuomba vijana kuanjidikisha si sababu ya vita ya Est. Tangu zamani serkali ilipanga kuandikisha watu ku kazi ya serkali", amesema afisa mwenye kuandikisha. Officier huyu amesema rapport ya FARDC ya mwaka 2011 inaonyesha kuwa 69 % ya waaskari hawana nguvu kabisa. Wamezeeka, kagonjwa na wenye vilema vya vita. Wenye kuweza vita ni 31 % tu.

Colonel Batamane pamoja na jenerali Kifwa wamesema kuwa mshaara utalipiwa. "Siku 45 kisha kuandikisha, tutafanya examen ya aptitude physique. Watakoachaguliwa wataanza kupokea mwezi utakaofata", amesema jenerali Kifwa. Jenerali ameongeza kuseman kuwa serkali tajari imepanga franka ya kula, matunzo mpaka recrutement iishe. Baada ya pale serkali kambi zimeanza kutengenezwa mfano wa camp Lukusa.

Daniel Lokuli

# Mahubiri mpaka na woga kwenye redio na televishen

**Ma pasteurs wengi kazi kuhubiri kwenye redio na televishen ili kuwavuta waumini (fidèles) kwa kile wanachokiita miujiza (miracles), lakini ukomo ni kupinga ma pasteurs wenzao.**

**I**Baraka ni kwangu tu... si kila Pasteur anaye karama (don) hii. Mjeni siku ya Mungu ama iteni kwenye namba ya simu hii ili mbarikiwe. Ukimwi, cancer, tumbo kuvimba ni majina kutoka kwa waganga, kwa kweli ni tabu itokayo kwa wazazi. Mjeni niwatote mapepo. Wabarikiwe wa docteurs ambao wametuma wagonjwa kwenye kanisa kisha kushindwa kuwatumia", amesema leo tarehe 7 septemba pasteur mmoja kwenye Canal Congo Télévision (CCTV). Tangu mwanzo wa mwaka ma pasteurs wengi wamelipa vipindi vya televishen. Zamani ilikuwa tu katika redio tokea 5 heures mpaka 7h30. Leo idadi ya ma pasteurs wanaohubiri kwenye redio imeongezeka mara mbili.

Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC), Canal Congo télévision (CCTV), Canal orient imejaa na ma pasteurs. Redio na televishen hii inakuwa kama ya kidini. Programme yao imejaa vipindi vya mahubiri. Wahubiri wameomba kupita tu 6h, 8h asubuhi pia toka 19h mpaka 22h. sababu ma pasteurs wamejua huu ni wakati wasikilizaji na watazama televishen wemekuwa walingojewa habari. Canal orient ina vipindi vya mahubiri 15, CCTV ina 14. "Asubuhi, midi, magari, alikuwa hapa", amesema Antoine Boela, mtangazaji habari wa RTNC. Lakini tangu miezi mitatu kiongozi wa RTNC Bwande Bwanapuwa amekataza wa pasteurs kuhubiri kwenye redio na televishen. Imebaki tu kanisa la katolika, kimbangu, protestanti na islamu. "Tuliona inakuwa mafumbo na ugomvi. Wa pasteurs wengine hawana kanisa kanuni. Redio na televishen ikawa njo kanisa yao. Na baadaye kukawa ubishi isiyotambulika kusema mimi namjua Jehovah na mimi namjua Yezu", amesema Bwande Bwanapuwa.

## Waumini ni pesa nyingi kwa kanisa

"Watu wamekauka katika kanisa zimoja na kujaa kanisa nyingine", ameona hivi Prosper Mokili mwandishi wa Canal orient. "Redio na televishen imetusaidia kuhubiri watu wengi, haitoshe, imeomba pia kuhubiri jambo la maana", amesema Pasteur Gilbert Likelo wa Institut Biblique International. Ameshangaa kuona wa pasteurs wakristu kupigania wakristu kuliko kuhubiri wa-

pagano (païens) katika ma bistrots.

Mahubiri kwenye redio na televishen imevuta watu tele katika makanisa, huko watu wakifatafata wapasteurs ambao wamefanya miujiza. Hapa Kisangani wanawake hasa wametangatanga katika makanisa kutafuta tabu yao kuisha.

Lakini Apôtre Jeanpy Bosolo wa kanisa la Hébron anayevuma sana mjini amesema kuwa redio na televishen haitoshe kuvuta watu. "Redio na televishen inasaidia kuvuta tu watu, haifanye mtu kuwa mwamini ila ni mahubiri katika roho ya Mungu na miujiza", amefasiria Apôtre Jeanpy.

Ni kama vile mahubiri inakuwa ubishi kati ya wapasteurs. Wamoja kati yao wamehubiri kwenye televishen tatu. Kila Pasteur amekuja na watu ili kushuhudia (témoigner) kupona kwa miujiza kasha mganga kushindwa. Wapasteurs wamehubiri kuwa tabu yote kukiwemo magonjwa, kukosa kuolewa, kukoka kuzaa ni kazi ya shetani. Kwa hiyo bora mtu aombewe pepo zitoke.

Wasikilizaji wamekuwa wakisema magumu yao kupitia simu, ili Pasteur awasalie mbele ya kuwaomba wamfikie kanisani. "Wa pasteurs hao wamejua kucheza na akili ya watu, ndiyo mana mahubiri yote ni agano la kuponya kwa miujiza", amesema Gabriel Mutabala, mfanya kazi wa DGI. "Magumu ikampita mtu anaanza kuitika kila mahubiri". "Watu wengi ni franka nyingi ya sadaka na zaka (dime) kwa faida ya Pasteur", ameongeza kusema Proseper Mokili.

## Franka nyingi kwa faida ya redio na televishen

Kuhubiri kwenye redio na televishen inaomba kulipa. Na pesa yenyewe imesaidia katika kazi ya redio na televishen. Inaomba kuibembeleza makanisa kuona kuwa publicité kutoka masociétés si nyingi. "Ni lazima tupate pesa ya kutumikisha kazi", amesema Masi Mideso kiongozi wa Canal orient. Félix Abosa wa Radio Liberté ameona kuwa mahubiri inatuma watu hasa wanawake wengi kufata redio na televishen. Malipo kutoka mahubiri inafika tokea 400\$ mpaka 800 \$ kwa mwezi. Upande wa makanisa franka kama hii katoka mfukoni mwa waumini.

Pepe Mikwa

**MONGONGO** Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

## Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

## Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

## Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Armand Makanisi, Christian Uzilo, Daniel Lokuli, Trésor Mokiango, John Lina, Armand Kitoko, Ernest Mukuli

## Correspondants en province :

**Isangi :** Joseph Bassay, Elie-Trésor Lobanga

**Yangambi :** Sylvain Loula

**Ubundu :** Fidèle Utula

**Opala :** Aimé Césaire Efang

**Isiro :** Richard Tandro

**Bunia :** Serge César Ndahora, Anualite Unyuthi, Jean Muhemedi

**Lubutu :** Jean-Luc Lifaefi, Chérif Djaludi

## Traduction

**Lingala :** Pierre Komba

**Swahili :** Jean Fundi

**Dessin :** Roger Bamungu

## Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

## Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

## Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

**Abonnement annuel :** (24 numéros) 30 \$.

**Abonnement de soutien :** 50 \$ minimum.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale Unikis (Faculté de psychologie), Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussée Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas.